

TRANSITION DÉMOCRATIQUE

La conférence nationale se tiendra le 7 juin

Initialement prévue pour les 17 et 18 de ce mois, la conférence nationale sur la transition démocratique se tiendra finalement le 7 juin prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là ce dont les chefs de partis et l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour qui composent la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), ont convenu au bout de leur toute dernière réunion.

Un conclave de près de 4 heures tenu, avant-hier soir, au siège national du RCD et lors duquel le bilan de l'action de cette coordination a été épluché.

Dont notamment les contacts et les concertations engagées depuis des semaines d'avec nombre de chefs de partis et autres personnalités nationales de l'opposition à l'effet de les sonder sur la feuille de route que s'est tracée cette coordination.

Une feuille de route dédiée à la transition démocratique et dont la toute première action «concrète» sera cette conférence nationale à

laquelle, promet-on, du beau monde est attendu. Ce dernier sera d'ailleurs, officiellement sollicité via des invitations individuelles dont l'envoi sera entamé dès mardi prochain, comme le dira le président de Jil Jadid, un des partis membres de la CNLTD aux côtés du RCD, du MSP, de Nahda, et du FJD et de Ahmed Benbitour. «Ce n'est qu'à ce stade que l'on saura qui sera de la conférence ou pas», estimera Sofiane Djillali qui tiendra à préciser que ce rendez-vous «sera exclusivement celui de l'opposition, qu'elle soit partisane ou dans la société civile, du moins celle qui se reconnaît dans notre démarche».

Ceci dit, la fixation de la date de cette conférence nationale pour les besoins de laquelle deux commissions (logistique et communication) ont été installées, ne signifie en rien la clôture de l'opération contact et autres conciliabules avec la classe politique et personnalités nationales. Le président de Jil Jadid parlera de leur poursuite d'ici là, au niveau de chaque membre de la coordination à l'effet de convaincre le plus grand nombre. Des contacts qui ont concerné, jusqu'ici, outre nombre de chefs de partis, plusieurs personnalités natio-



Un rendez-vous qui sera exclusivement celui de l'opposition.

nales dont les ex-chef de gouvernement Mouloud Hamrouche, Sid Ahmed Ghozali, Ali Benflis, M^{re} Ali Yahia Abdenour et les deux anciens cadres du FIS dissous Kamel Guemazi

et Ali Djeddi. Les membres de la CNLTD ont également rencontré, jeudi dernier, des membres du mouvement Barakat.

M. K.

MOUVEMENT BARAKAT

Des militants et membres fondateurs se démarquent des consultations politiques

Militants, sympathisants, et membres fondateurs de BARAKAT haussent le ton pour «dénoncer fermement les consultations engagées par un groupuscule de personnes au nom du mouvement, avec un certain nombre de partis politiques».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu hier public et signé par 18 militants et membres fondateurs de BARAKAT, le caractère «purement citoyen et non partisan du mouvement», a été mis au devant. Ils soulignent, en effet, que «c'est avec une grande stupéfaction qu'ils ont appris que des consultations ont été engagées avec des partis et personnalités politiques et ce à leurs insus».

Une démarche qu'ils qualifient d'«incompréhensible et douteuse» et qu'ils affirment «largement contestée par la majorité des membres de l'assemblée générale de Barakat».

Les signataires du communiqué précisent aussi que «cette initiative lancée par quelques personnes qui ne représentent qu'elles mêmes, s'inscrit en porte à faux avec les

idéaux, le texte fondateur et notamment la déclaration politique de Barakat, rendue publique le 14 avril 2014, à Alger».

Jugeant la situation grave, ils assurent ne jamais «se permettre de décevoir l'engagement et le sursaut de dignité de ces milliers d'Algériens qui ont dit NON à une présidence à vie, à une mascarade électorale dont l'issue était scellée d'avance». Ils rappellent aussi et encore une fois «nous avons dit et nous continuons à dire NON au système, à ses hommes et à ses méthodes. Ce n'est donc pas aujourd'hui que nous allons trahir la confiance que les Algériens ont placé en nous, en négociant avec les satellites du pouvoir. Ces mêmes partis politiques qui ont à un moment ou à un autre pactiser avec le système». Toujours dans la même lancée, ils persistent et signent : «L'équation est plutôt simple :

comme nous rejetons ce même système nous ne pouvons nous inscrire en droite ligne avec ses courtisans. Le peuple algérien a eu par le passé à souffrir de la trahison d'une fausse opposition au point de ne plus croire à aucune démarche engageant le changement. S'il y a eu exception faite à Barakat, compte tenu de son caractère purement citoyen et non partisan, nous n'avons point l'intention de décevoir en négociant avec les faux opposants qui ont abusé de la confiance des algériens pour gravir les échelons et goûter aux délices des privilèges du pouvoir». Enfin et par souci d'être plus explicite, ils attestent que c'est «pour qu'il n'y ait pas de nouveaux Khalida et Amara au nom de Barakat», qu'ils refusent ce genre de rapprochements. Contacté, Idr Tazeroult, militant et membre fondateur du mouvement Barakat conclut : «Nous allons désormais nous inscrire comme il a toujours été le cas dans des actions de rue plutôt que d'aller prendre des photos de famille avec les chefs de partis et personnalités politiques».

M. M.

DÉNONÇANT DES INITIATIVES DE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE

Benhabilès assure que c'est au CRA d'intervenir au sud du pays

La présidente du Croissant-Rouge algérien, Saïda Benhabilès, a annoncé hier que le CRA devrait se déployer davantage dans les régions du sud du pays. Elle a déclaré que le travail d'aide notamment aux réfugiés dans les régions d'extrême sud incombait au CRA, dénonçant ainsi les informations faisant état de la volonté de la Croix-Rouge internationale d'intervenir dans cette zone.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour Saïda Benhabilès qui intervenait hier lors de la réunion des

présidents des commissions de wilaya, il est urgent de renforcer les moyens logistiques dans le

sud du pays, région qu'elle jugera sensible. «Quitte à ce que la confiance me soit retirée, je continuerai à défendre l'unité nationale. Quand cette dernière est touchée, il n'y a pas de neutralité au CRA. Je suis consciente des dangers qui menacent l'Algérie à travers le Sud et je reste vigilante.»

A déclaré, hier, Saïda Benhabilès. Elle évoquera aussi la volonté de la Croix-Rouge internationale dans la région de Ghardaïa s'interrogeant ainsi sur l'utilité du CRA dans ce cas particulier.

Pour la présidente du CRA, si le CICR reste un ami de très longue date ayant soutenu le CRA, il n'en demeure pas moins que la tentative d'intervention à Tamanrasset en faveur des réfugiés est un précédent grave qui porte atteinte au Croissant-Rouge : «Le CICR ne peut se substituer au CRA, ce dernier a la possibilité de répondre aux besoins humanitaires des réfugiés dans la région», a précisé

Saïda Benhabilès. Le CRA joue aussi un rôle sécuritaire. Elle préconisera aussi de renforcer les moyens financiers des wilayas du sud. Lors de la rencontre tenue hier, la présidente du CRA a réitéré ses orientations suite à l'assemblée générale tenue au mois de mars passé.

Elle évoquera ainsi la nécessité d'organiser une journée parlementaire sur le CRA et le droit humanitaire. Elle a aussi appelé à la création d'une carte pour les adhérents et l'institution d'un fichier national des vrais bénévoles. S'agissant des aides au cours du mois de Ramadan, elle annoncera la suppression du couffin du Ramadan qui selon elle, est une atteinte à la dignité des citoyens.

C'est une somme d'argent qui sera ainsi remise aux familles nécessiteuses et sera évaluée à pas moins de 10 000 dinars, recommandera M^{me} Benhabilès.

F.-Z. B.

CHARNIER D'AMGALA

L'ENTV enquête sur les massacres de l'armée marocaine

Le réalisateur Amar Bendjeda a signé un nouveau documentaire sur la question du Sahara occidental. «Leur royaume est bâti sur des cadavres» retrace les conditions dans lesquelles le charnier a été découvert dans la région d'Amgala, à l'est des territoires libérés.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Février 1976, une unité de l'armée marocaine arrête trois bergers d'une dizaine d'années. Sans raison aucune, un officier sort son arme et abat froidement Bachir Salma Daf et Sidi Salek Salma. Aba Ali Saïd Daf, le plus jeune d'entre eux, aura la vie sauve après avoir été obligé de rendre hommage au roi Hassan II.

Toujours vivant, l'homme fait partie des principaux témoins de cette tragédie. Le réalisateur de l'ENTV, Amar Bendjeda, le fait intervenir dans son documentaire «Leur royaume est bâti sur des cadavres».

Aba Ali Saïd Daf raconte dans le détail cette journée dramatique. Il était à l'endroit même où s'est produite la double exécution. En effet, en février 2013 a été découverte la fosse commune contenant les deux corps. Le Front Polisario confie les opérations d'identification à une équipe espagnole spécialiste en sciences forensiques. Le documentaire suit les interventions du docteur Francisco Etxeberria Gabilondo à Amgala puis dans son laboratoire de l'université du Pays Basque. L'analyse ADN des deux corps confirmera l'identité des Bachir Salma Daf et Sidi Salek Salma. Au total, les experts espagnols confirmeront le massacre de six autres Sahraouis puisqu'une autre fosse commune a été découverte à Amgala. Les exécutions de familles de nomades auraient été ordonnées par la hiérarchie de l'armée marocaine. Le documentaire débute d'ailleurs par le témoignage d'un guide sahraoui qui rapporte l'aveu d'un officier marocain : «Le roi Hassan II a exigé de massacrer tout être vivant».

Constitué d'images d'époque, notamment de témoignages poignants de civils ayant subi des tortures, «Leur royaume est bâti sur des cadavres» permet de mieux comprendre les conditions dans lesquelles le Maroc a colonisé le Sahara occidental suite au départ de la colonisation espagnole. D'une durée de 50 minutes, le film documentaire devrait être diffusé demain, vendredi, sur l'ENTV.

T. H.

Un nouveau directeur à la tête du Crasc

M. Djilali Hadj Smaha, qui assurait les fonctions de doyen de la Faculté des sciences sociales et de l'information au sein de l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, a été installé dans son nouveau poste à la tête du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran, par le directeur général de la recherche scientifique et le développement technologique auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Abdelhafid Ouragh. L'ex-doyen de la faculté des sciences sociales et de l'information M. Djilali Hadj Smaha remplace donc M^{me} Nouria Benghebril Remaoun, récemment chargée du portefeuille de ministre de l'Éducation nationale au sein du nouveau gouvernement de Abdelmalek Sellal.

A. B.